

**TESSALA (SIDI-BEL-ABBÈS)**

# Sit-in des travailleurs d'une ferme devant la daïra

**Dans la journée d'hier, les travailleurs de la ferme-pilote Si-Rabah, située à la sortie-Est de la ville de Sidi-Bel-Abbès, ont observé un sit-in devant la daïra de Tessala pour demander le versement de leurs trois mois de salaire et, surtout, une oreille attentive à leurs doléances, parmi lesquelles la crainte de compression du personnel.**

Selon eux, lors de la dernière réunion avec le nouveau directeur régional, ce dernier a évoqué la situation déficitaire de la ferme qui est endettée auprès de la Cnas et des Impôts et qui ne peut plus assurer son fonctionnement en gardant tous les travailleurs. Une compression du personnel, leur aurait-il dit, n'est pas à écarter.

Cette menace de compression a fait réagir les travailleurs qui observent le sit-in. Ils disent «notre ferme tourne à plein régime», écartant toute crainte de déficit. Ils demandent une contre-expertise de la situation financière de la ferme et une commission ministérielle pour sa gestion.

Les protestataires rappellent qu'en 2013 la ferme a connu quelques turbulences qui ont mené le gérant de l'époque et trois autres

cadres devant le tribunal, après avoir été accusés de détournement de deniers publics, de falsification de documents commerciaux et de recel d'argent détourné et pour lesquels ils ont été condamnés à un an de prison dont six mois avec sursis. Une contre-expertise avait été demandée par le tribunal,

lors de ce procès. Jusqu'à présent, disent-ils, nous n'avons pas connaissance de ses résultats.

Les travailleurs sont bien inquiets quant à leur avenir professionnel bien que le gérant actuel leur donne son assurance au sujet de la compression du personnel.

«De compression du personnel il n'en est pas question, mais la ferme devra aller, il est certain, vers un partenariat privé, selon les dernières instructions du ministère.»

A. M.



Photo : DR

## 120 familles de la cité «Les Vikings» exigent leur relogement

**Dans la matinée d'hier, quelque 120 familles locataires de la cité «Les Vikings», située sur le boulevard Zabana de la ville de Sidi-Bel-Abbès, ont investi la rue pour exiger leur relogement : leurs maisons seraient inhabitables, selon eux, à cause de leur vétusté.**

Ces habitants veulent, à l'instar des 80 familles de la même cité qui ont été relo-

gées au mois de septembre dernier, déménager vers des logements décents, disent-ils.

Les 120 familles ont occupé les abords de leur cité pour interpellier les services compétents.

De notre côté, nous avons appris que ces 120 logements ont fait l'objet d'un contrôle technique dépêché il y a quelque temps par la daïra, et

ce dernier a révélé que «ces logements sont habitables» contrairement aux 80 autres dont les familles ont été relogées, car ils présentaient un véritable danger à cause des défauts relevés dues à leur précarité.

A. M.

**AÏN-TÉMOUCHENT**

## Les diabétiques demandent une maison

**A l'occasion de leur Journée mondiale, les malades diabétiques de la wilaya de Aïn-Témouchent ont lancé un appel aux autorités locales pour activer la réception de la Maison des diabétiques, implantée dans l'ancien siège de la direction de la santé de la wilaya, à proximité de la cité des 1 000 logements.**

Dans ce registre, la présidente de l'union des diabétiques de la wilaya, M<sup>me</sup> Mekkaoui Aïcha, a indiqué que les malades sont dans

un besoin pressant de ce siège qui a été proposé comme projet en 2005 et qui n'a pas été réalisé à ce jour, à un moment où la maladie est

devenue une source d'inquiétude pour tout un chacun et où les diabétiques souffrent quotidiennement et espèrent que cette Maison soit rapprochée pour éviter d'aller jusqu'aux hôpitaux pour des soins ou se renseigner sur leur maladie et ses complications.

Il faut noter que la wilaya de Aïn-Témouchent compte, à l'heure actuelle, 17 500 dia-

bétiques déclarés dont 600 enfants scolarisés. L'examen précoce de la maladie et les campagnes de sensibilisation ordinaires, organisées par l'association à travers les différentes communes et localités de la wilaya pour sensibiliser les populations sur cette maladie et ses complications sur les malades et, surtout, pour un examen précoce.

S. B.

### **ALORS QUE L'INSTALLATION DU NOUVEAU RECTEUR EST ATTENDUE POUR AUJOURD'HUI**

## Le CNES de Tizi-Ouzou maintient la pression

**Le Cnesto maintient la pression et demande le départ de toute l'équipe rectorale.**

La démission qui remonte à plus de deux semaines du P<sup>r</sup> Ouardane, le désormais ex-recteur de l'université de Tizi-Ouzou, et la désignation, à sa place, d'un autre responsable annoncée pour aujourd'hui, mercredi, apportera-t-elle l'apaisement du climat social à l'Université de Tizi-Ouzou ?

Un climat qui n'a pas cessé de se dégrader, en raison de la rupture du dialogue entre l'équipe rectorale, les partenaires sociaux et les respon-

sables de l'établissement. Dans sa déclaration rendue publique, le 6 avril dernier, le Cnesto soupçonnait l'absence de volonté de la part du Mesrs pour trouver une solution à la crise qui a nécessité la venue de Tahar Hadjar, le 5 mars dernier, et l'envoi, le lendemain de sa visite, d'une commission d'enquête pour s'enquérir de la situation caractérisée par des grèves et des tensions cycliques.

«Le retard accusé suggère clairement que des forces d'inertie jouent pour le maintien de l'équipe dirigeante actuelle», constate avec dépit le Cnesto qui revient à la charge et demande le

départ de toute l'équipe qui dirige l'UMMTO.

Une décision entérinée par l'AG que le Cnesto a tenue le 11 avril dernier. Son argument est que l'actuelle équipe rectorale est «seule responsable de l'état de déliquescence, d'instabilité, de dépérissement, et de non-droit qui prévaut dans l'établissement», déclare le syndicat qui appelle les enseignants à se mobiliser pour réaliser cet objectif.

Reste à savoir si la situation va se normaliser avec le départ du P<sup>r</sup> Ouardane de la tête du rectorat.

S. A. M.

### **LE PROGRAMME D'APPUI JEUNESSE-EMPLOI**

## Lancement dans 4 wilayas pilotes

Le programme d'appui jeunesse emploi (PAJE), élaboré depuis 2012, va être mis en œuvre au niveau de 4 wilayas du pays Oran, Bechar, Khenchela et Annaba, pour être ensuite étendu à d'autres régions du pays.

C'est ce qui a été évoqué hier lors d'une rencontre régionale ayant lieu à Oran et regroupant des représentants du mouvement associatif, du ministère du Travail et de la représentation en Algérie de l'UE.

Et pour cause, l'UE comme expliqué par son représentant M. Luca Manunta finance ce programme à hauteur de 23,5 millions d'euros tandis que la partie algérienne consentira 2,5 millions d'euros pour la mise en œuvre du programme. Celui-ci vise à assurer un appui au mouvement associatif, notamment ceux soutenant des projets novateurs émanant de jeunes, une façon de sortir du cadre habituel de soutiens, nous a-t-on expliqué lors de cette rencontre.

Faire participer les jeunes concrètement à la politique du travail, aller vers plus de dialogue et de concertation pour l'élaboration des projets sera la base de ce programme.

Un programme qui vient s'ajouter à d'autres dispositifs anciens ayant au final la même finalité, faciliter l'entrepreneuriat sous différentes formes.

Fayçal M.